



LA CONSTRUCTION DU CONCEPT DE PAYS EN DEVELOPPEMENT DANS LE CADRE JURIDIQUE DE L'OMC

*Alice Rocha da Silva**

Résumé

La construction du concept de pays en développement dans le cadre juridique de l'OMC n'est pas un travail facile et n'est pas aussi une construction définitive et rigide. Mais, quand on réalise une étude sur les pays en développement, c'est le premier pas à donner. C'est-à-dire, si l'on étudiera n'importe quel déterminante des pays en développement à l'OMC, il faut d'abord savoir qu'est-ce que cette catégorie de pays et pourquoi est-elle relevante pour le droit de l'OMC. Ce rapport de recherche est divisé en deux parties : dans une première partie, nous étudierons la construction du terme 'développement' et 'pays en développement', par le biais des indicateurs qui délimitent la catégorie; ensuite, nous verrons la classification utilisée par l'Organisation de Nations Unies (ONU) et par les principaux organismes qui travaillent avec le développement et les pays en développement, comme la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International (FMI), le PNUD et la CNUCED. Cette recherche a démontré la possibilité de construction d'une liste de pays représentant la catégorie de 'pays en développement'.

Mot-clés

Pays en développement. Organisation Mondiale du Commerce. Organisation de Nations Unies. Banque Mondiale. Fond Monétaire International.

Resumo

A construção do conceito de país em desenvolvimento no quadro jurídico da OMC não é um trabalho fácil, assim como não pode ser construído de modo definitivo e rígido. Todavia, para a realização de um estudo sobre os países em desenvolvimento, deve ser o primeiro passo a dar. Ou seja, se a pretensão for estudar qualquer determinante desses países na OMC, deve ser definida tal categoria assim como a relevância da mesma para o direito da OMC. O presente estudo está dividido em duas partes: a primeira será estudado a construção do termo "desenvolvimento" e "país em desenvolvimento", a partir dos indicadores que delimitam tal categoria e em seguida será analisada a classificação utilizada pela Organização das Nações Unidas (ONU) e pelos principais organismos que trabalham com o desenvolvimento e com os países em desenvolvimento como Banco Mundial, Fundo Monetário Internacional (FMI), PNUD e CNUCED.

* Doutora em Direito internacional econômico pela Université d'Aix-Marseille III. Possui graduação em Direito pelo Centro Universitário de Brasília (2005), graduação em ciência política pela Universidade de Brasília (2004), graduação em relações internacionais pela Universidade de Brasília (2004) e mestrado em direito das relações internacionais pelo Centro Universitário de Brasília (2006). Atualmente é professora titular da Faculdade Processus e professora titular do Centro Universitário de Brasília.

Esta pesquisa busca demonstrar a possibilidade de se construir uma lista de países capazes de representar esta categoria de "país em desenvolvimento" na OMC.

Palavras-chave

País em desenvolvimento. Organização Mundial do Comércio. Organização das Nações Unidas. Banco Mundial. Fundo Monetário Internacional.

I. LA CONSTRUCTION DES CONCEPTS GENERAUX

Pour analyser le concept de pays en développement à l'OMC, il faut, dans un premier temps, définir le terme « développement » et en suite le terme « pays en développement ». Pour cela, nous étudierons comment ces termes sont nés et à partir de quelles variables peut-on les délimiter ou les comprendre.

A. La notion de « développement »

Quand on pense en développement, la première chose qui vient à la tête c'est la notion de progrès, de réussite etc. Il existe de nombreuses conceptions de la signification de développement et la conception du développement peut occuper une place au sein de la réflexion économique, politique, anthropologique ou sociologique. Elle peut être considérée comme un « processus de transformation des structures d'une société lié à la croissance. »¹ ou comme un « processus par lequel les peuples des pays pauvres sont supposés atteindre les niveaux de vie des pays capitalistes industrialisés avancés »². Cependant, le développement n'est pas seulement une expérience, mais aussi un concept atteint par des jugements de valeur, politiques en particulier, et c'est très important de le définir pour pouvoir l'utiliser comme critère de classification.

Le développement peut être vu en trois perspectives : interne, comme interaction ou comme interpénétration. La manière que l'on choisit pour le regarder donnera une optique différente et tributaire de la position de la personne qui l'utilise et dans ce sens connoté de présupposés. De cette façon, la signification du terme peut être associée à l'évolutionnisme social (le rattrapage des pays industrialisés), à l'individualisme (développer la personnalité des êtres humains) et à l'économicisme (croissance, accès au revenu).³

Après la Deuxième Guerre mondiale, on assiste à l'approfondissement de l'idée de développement et une croissance de la préoccupation avec son

¹ BERNARD et COLLI, *Dictionnaire économique et financier*, 4e éd, Paris, Éd du Seuil, 1975, p. 524.

² BERGER, P.L., *The Capitalist Revolution*, England, Gower, 1987, p. 116.

³ RIST, G., *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de sciences po, 1996, p. 20-26.

corollaire : la coopération.⁴ Son contenu est adapté au besoin de chaque pays qui mettra l'accent sur l'un ou l'autre des éléments de la définition. Ceci étant, l'acception de développement varie entre modernisation (Japon, Turquie, Iran), promotion du bien être (majorité des pays du monde en développement), global (avec d'autres variables comme phénomène sociaux, culturels, politiques, juridiques etc), durable (utilisé pour attirer les attentions sur la relation entre le changement économique et l'environnement) et alternatif (prise en compte de la dimension culturelle, le souci de la participation des populations locales ou encore l'équité).⁵

D'une certaine manière, le concept de développement relève de l'idéologie capitaliste et pour ça il ne peut pas être réduit à un changement social pur et simple. Si l'on regarde cette perspective on peut utiliser la définition de RIST et vérifier la spécificité du processus : « Le développement est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale, obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (bien et services) destinés à travers l'échange, à la demande solvable. »⁶

Or, on sait que le problème majeur de la question du développement aujourd'hui est celui de l'accroissement des inégalités dans le monde. Depuis la révolution industrielle et les mouvements de décolonisation, le fossé entre les pays riches et pauvres s'est accru et la tendance n'est pas à la convergence mais bien à la divergence. Beaucoup d'efforts ont été fournis depuis plus de cinquante ans, mais les problèmes essentiels sont loin d'être résolus. On peut se demander, est-ce que le but du développement n'est peut-être pas d'éradiquer la pauvreté ? Est-ce que le but de la coopération est d'entretenir cette inégalité ?⁷

A propos de ce type de question, il y a des auteurs qui considèrent le développement comme une illusion perdue, une croyance ou encore un mythe.⁸ En effet, indépendamment de l'acception ou de la compréhension

⁴ «... la coopération est un mode de relations internationales amicales consistant à mettre en commun certains moyens en matériel et en personnel , pour atteindre un objectif commun dans un domaine particulier. » FLORY, Maurice. Mondialisation et droit international du développement. **RGDIP** 1997 P. 613.

⁵ NAHAVANDI, Firouzeh. **Stigmaté**. Introduction à l'étude des pays dits en voie de développement. Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 45-47.

⁶ RIST, 1996, apud NAHAVANDI, Firouzeh, 2001, p. 47.

⁷ La coopération peut être vue comme une prolongation involontaire de cette inégalité. « Dans les différentes branches d'activité où existe une coopération un droit conventionnel se met en place pour protéger la souveraineté du demandeur sans pour autant négliger des intérêts sans lesquels le fournisseur se retirerait. » FLORY, Maurice. Mondialisation et droit international du développement. **RGDIP** 1997, p. 615.

⁸ Escobar, Rist et Berger respectivement.

que l'on prenne du développement, il fait partie de l'étiquetage ou stigmatisation⁹ des pays pauvres pour servir aussi d'auto présentation ou de justification de ses comportements et d'attitudes parfois différentes ou en dehors du système inséré.

La notion de développement est essentielle pour la compréhension de la formation de la catégorie de pays en développement. On doit souligner que le développement doit être vu et considéré comme une construction ou un concept formé de manière historique et qui est toujours influencé par des variables subjectives et en général liées aux intérêts des pays développés. Le développement est un processus ininterrompu et considère les pays développés comme le modèle à atteindre.

B. La formation de la catégorie 'pays en développement'

La catégorie des pays en développement a reçu plusieurs nominations depuis la Deuxième Guerre mondiale, sous-développés, en voie de développement, en développement, émergent, les moins avancés etc. L'utilisation du terme est toujours liée à une idéologie et aussi à la tendance du politiquement correct. C'est-à-dire, les considérations diplomatiques doivent être prises en considération au moment de choisir quel est le terme plus approprié. Et en plus, la notion pessimiste de « sous-développement » a été substituée pour une plus positive de « en développement », une fois que l'émergence de nouvelles puissances et des NPIs au début des années 70 a montré que le sous-développement n'est pas une fatalité.

La Deuxième Guerre mondiale a été le point de départ de la création du terme sous-développement économique et conjointement des pays sous-développés. A ce moment-là, il a été impératif de créer de critères communs de comparaison et des classifications des États en raison de la nécessité de distribuer les aides à tous. Cette conceptualisation a été considérée par quelques critiques de l'époque comme une arme de soumission d'autrui, car à partir de ce moment les pays sont devenus des objets.

Cette nouvelle entité est apparue à partir de quelques prémisses. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les colonies devinrent ainsi le terrain de mesures multiples par lesquelles les grandes puissances, principalement l'Allemagne, visaient à discréditer ses ennemis. Pour arriver à ce but, l'Allemagne a commencé à diffuser de la propagande de impulsion des révoltes et entrer sur la sphère d'influence des empires alliés. D'autre part, l'Allemagne a donné un soutien économique aux pays en difficulté financière en raison de la baisse de prix des matières premières. Ces stratégies ont

⁹ Ce terme est utilisé pour NAHAVANDI, p. 17, avec le sens qui a équivalence au attribut dont la possession rend un individu non seulement différent des membres habituels de l'intergroupe mais aussi diminué.

donné à Allemagne la position d'amie des anticolonialistes. Les mêmes stratégies ont été développées pour les japonais avec le slogan « l'Asie aux Asiatiques ».

A partir des années 1940s, la charte de l'Atlantique (1941) et la charte des Nations Unies (1945), en particulier dans le chapitre IX « Coopération économique et sociale internationale », ont encouragé les peuples colonisés à devenir indépendants. Les États-Unis et l'Union Soviétique avaient, chacun, des intérêts personnels sur l'indépendance des pays colonisés, pour des raisons idéologiques ou pour pouvoir étendre leurs relations économiques et d'influence. D'autre part, les pays colonisés prenaient progressivement conscience du rôle qu'ils avaient joué pendant la guerre et de leur pouvoir potentiel. Le point crucial a été le point IV du discours du président Truman, considéré comme l'inauguration de « l'ère du développement ». C'était la première fois que le terme sous-développé était utilisé comme synonyme de « régions économiquement arriérées » dans un discours de grande audience.¹⁰ Ce discours a été critiqué à cause de l'homologie de structure avec le discours religieux qui donne un caractère messianique à tout discours du développement. Le développement est conçu dans un sens conforme à l'expérience occidentale et à sa conception du progrès.

Les événements qui ont marqué symboliquement les esprits de pays en développement dans ces dernières années ont été la naissance et le renforcement de cette catégorie de pays. Dans les années cinquante, la Conférence de Bandung (18-24 avril 1955) a marqué l'officialisation de la nouvelle entité sur la scène internationale. Dans le cadre de cette conférence, les gouvernements de Birmanie, de Ceylan, d'Inde, d'Indonésie et du Pakistan ont réussi réunir vingt-neuf pays asiatiques et africains. La Conférence de Bandung a marqué le début du mouvement des non alignés, né six ans après en 1961 à Belgrade, et des revendications du tiers-monde dans le cadre des organisations internationales. « C'est la première manifestation du tiers-monde en tant que groupe de nations revendiquant une existence politique... Bandung fut une version asiatique de l'ONU. »¹¹ Bandung a représenté un modèle confondant développement et croissance économique, aspect qui consacra le règne de l'économisme.

En 1964, a été créée la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED). Dans le cadre de CNUCED les pays en développement vont apparaître comme un groupe soudé

¹⁰ Voir PRAXMARER. *Perte, Développement. On the Sociogenesis*. Political Usage and Theoretical Possibilities of a Concept, Thèse 383, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Université de Genève, 1984, cité par Rist (1996, 121).

¹¹ NAHAVANDI, p. 31.

revendiquant un « nouvel ordre commercial ». ¹² Avec sa vocation politique, la CNUCED a été considéré comme une tribune de revendications en matière de commerce international. Les trois missions principales de la CNUCED sont : étudier les relations entre le commerce et le développement, fournir une assistance technique aux pays en développement et promouvoir des accords favorables au développement économique. Au sein de la CNUCED, « le group des 77 » va jouer un rôle important de porte-parole des pays du Sud pour une redistribution plus équitable des richesses, un prix plus juste des matières premières, un meilleur accès au marché des pays développés et un renforcement de l'assistance technique. ¹³

D'autres événements comme la nationalisation du pétrole en Iran en 1951 et la nationalisation du canal de Suez en Égypte en 1956 illustrent le refus des normes occidentales imposées et l'affirmation d'un désir de contrôler son futur et sa destinée.

Les pays en développement sont restés relativement solidaires au cours des années 1950 et 1960, mais à partir de 1970 des clivages rompent leur unité. Ces clivages sont dus à une différenciation des catégories de pays en développement et à l'apparition des nouveaux pays industrialisés qui sont sortis notamment de la catégorie de pays en développement.

L'analyse « scientifique » du terme implique l'utilisation de catégories, de statistiques, de mesures, de classements, c'est-à-dire, d'outils qui puissent permettre de connaître chaque situation et la manière dont l'aide doit être administrée.

Le problème ici est la neutralité de la mesure. Les unités de mesures peuvent être influencées pour ce que l'on veut observer et la logique théorique qui préside à cette observation. Dans une société largement dominée par l'échange marchand, les mesures en unités monétaires occupent la première place. Ces critères monétaires, comme le Produit National Brut ou le Produit Intérieur Brut, sont accompagnés de critères non monétaires, comme les indicateurs démographiques, la structure des exportations etc.

Le produit national constitue l'agrégat le plus caractéristique pour le système préconisé par l'ONU. C'est un indicateur très utilisé car sa disponibilité est générale et il correspond à une conception qui fait de la croissance de la production le principal signe du développement. Le PNB

¹² Cette expression fait référence à l'idée que dans cette époque aucune règle commerciale multilatérale ne prend en compte leurs spécificités et, dès lors, les revendications des pays en développement marqueront l'idée d'une nécessaire évolution. Pour une étude approfondie regarder: BEDJAOUI (M.), *Pour un nouvel ordre économique international*, Paris, PUF, 1978, 295 p.

¹³ COLARD-FABREGOULE (C.), *L'essentiel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*, Paris, Gualino, 2002, p. 55 et 56.

par tête est l'indicateur auquel font référence la majorité des travaux qui entendent établir une sélection selon le niveau de vie. « Le PNB est considéré comme représentatif du niveau de vie, de la capacité de production et des potentialités de développement dans la mesure où le niveau de revenu, lié au PNB, influence la capacité de production, la productivité... c'est une mesure qui rend compte de l'efficacité de l'économie »¹⁴

Cependant, ces indicateurs monétaires posent des problèmes et possèdent des limites. D'abord, la valeur réelle de l'unité de monnaie de chaque pays peut évoluer très rapidement et souvent vers la baisse en raison de l'inflation. Il faut aussi avoir une même unité monétaire, mais le taux de conversion peut varier rapidement. De plus, le PNB par tête n'illustre pas les inégalités internes d'un pays et ne mesure que l'activité productive excluant par là même les activités non rémunérées ou le secteur informel, en expansion dans de nombreux pays et difficilement contrôlable. En dernier lieu, ces indicateurs ne tiennent pas compte de la destruction des ressources naturelles.

A partir de toutes ces critiques, des nouveaux indicateurs sont utilisés pour mesurer le niveau de vie ou les performances d'une économie. Par exemple, la répartition de la population active par secteur peut montrer l'importance relative du secteur agricole et du secteur industriel. « L'importance du secteur industriel est généralement considérée comme un signe évident de développement puisque l'industrialisation suppose à la fois l'urbanisation, l'accumulation du capital et le progrès technique. Elle implique par ailleurs le travail salarié qui entraîne à son tour une évolution des structures sociales et des comportements. »¹⁵

On peut utiliser aussi le niveau des consommations alimentaires, parce que l'amélioration de celle-ci permettrait la croissance de la production et des revenus et une amélioration de la force de travail. La natalité, la mortalité ou l'espérance de vie montre l'évolution de l'équilibre démographique des pays. Dans l'ensemble, ces indicateurs sont délicats à utiliser et leur valeur souvent discutable. L'alimentation peut varier en fonction des saisons et les indicateurs démographiques peuvent varier selon la structure d'âge de la population.

Les indicateurs de domination commerciale sont aussi utilisés, comme l'importance du commerce extérieur par rapport au PIB, la diversification des exportations, représentée par le pourcentage des trois principales exportations dans le total de celles-ci, l'évolution des termes de l'échange (l'évolution des prix des produits exportés par rapport à celle des produits

¹⁴ NAHAVANDI, p. 57 et 58.

¹⁵ NAHAVANDI, p. 61

importés). Il y a aussi les indicateurs de domination financière à travers les mouvements de capitaux. L'aide apportée est aussi un indice révélateur. Ces indicateurs sont relativement faciles à obtenir et plutôt exacts.

Pour finir cette première partie, on parlera des indicateurs qui sont supposés de répondre aux faiblesses du PNB et du PIB qui sont l'Indicateur de Développement Humain (IDH), l'Indicateur de Liberté Humaine, l'Indicateur de la Pauvreté Humaine (IPH), l'Indicateur de Qualité de Vie et l'Indicateur de Progrès Réel.

L'IDH a été inséré par le PNUD en 1990 à partir de trois variables: le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation. Ceci étant, il prend en compte les critères démographiques et sociaux et non uniquement le revenu. Pour Rist, « l'IDH n'est qu'un nouvel oxymore »¹⁶ pour réhabiliter la notion de développement largement discréditée. L'IDH permet d'évaluer l'allocation des fonds disponibles et aussi les budgets nationaux.

L'indicateur de liberté Humaine et l'IPH ont été ajoutés par le PNUD dans les années 90, mais ils ne sont pas trop employés dans la classification des pays en développement. Les autres deux indicateurs, qualité de vie et progrès réel ont été créés par la doctrine économique qui prend toujours en compte les indicateurs monétaires associés aux indicateurs sociaux. Ces indicateurs ne sont pas utilisés par les organismes internationaux en raison du coût d'opération et de problèmes relatifs à la méthodologie utilisée.

Une fois que l'on a compris la notion de développement à partir de son histoire et son utilisation pendant ces dernières années et que l'on a également pris conscience de la variété des indicateurs et des formules pour classer les pays en développement, on étudiera en profondeur cette notion. Pour cela, il faudra que on regarde la façon à partir de laquelle l'ONU et les autres institutions internationales considèrent les pays en développement.

II. LA DIVERSITE DES CLASSIFICATIONS DE PAYS EN DEVELOPPEMENT

Les classifications de pays en développement sont intimement liées à l'utilisation des termes mentionnés dans la première partie de ce rapport. On sait très bien que l'utilisation des termes n'est jamais neutre et objective, car elle reflétera l'appartenance à une idéologie ou l'évolution des mentalités face à un objet d'étude lui-même. La détermination d'une classification est

¹⁶ Figure de rhétorique qui consiste à mettre en relation deux antonymes. La version idéologique de l'oxymore constitue une forme de camouflage de légitimation. NAHAVANDI, p. 63.

toujours liée au type de problématique présentée et dans le cas des institutions et des organismes internationaux à ses objectives et structures a partir de lesquelles ils ont été crier.

A partir des indicateurs et critères analysées dans la dernière section, on peut constater qu'il existe différentes appellations comme: pays riches et pays pauvres (sur la base du Produit National Brut par habitant); pays du Nord et pays du Sud (référence géographique); pays industrialisés et pays non industrialisés (référence à un type spécifique d'industrialisation); les nations prolétaires (États exploités et exploités); pays du centre et pays de la périphérie (à partir d'une vision du système capitaliste mondial); tiers-monde (désigne en bloc, au moment de la guerre froide, tout ce qui ne couvrait ni l'étiquette classique de l'occident libéral ni celle du socialisme soviétique)¹⁷; pays développés, sous-développés et en voie de développement (continuation de la vision occidentale du progrès et développement comme synonyme. Ces appellations semblent commodes, en dépit du fait que l'unanimité sur ce qui veut dire développement n'existe pas et pour être la définition occidentale du terme.)

Le problème majeur est que les pays inclus dans ce même bloc sont très différents. Malgré un passé commun, ils sont très différents du point de vu climatique, populationnel, culturel, économique, éducationnel etc. Pour cette raison, certains auteurs qualifient les pays en développement comme un mythe qui « tire sa force d'être une sorte de nébuleuse où gravitent des thèmes unis par leur charge affective plutôt que par leur cohérence logique. [...] concept pour désigner un ensemble aux contours vagues et dont le contenu se réfère aux notions encore plus vagues de sous-développement et non-engagement. »¹⁸

A partir de la compréhension de cette problématique, on essayera de développer une typologie spécifique pour l'OMC à partir des typologies utilisées pour les principaux organismes spécialisés. Les typologies sont nombreuses et les critères adoptés très différents. Ainsi, on fera une démonstration de seulement quelques unes, mais on peut remarquer

¹⁷ L'apparition du terme « tiers-monde » et sa parenté font l'objet de controverses. Berger en parle comme un terme apparu à la Conférence de Bandung, en 1955; Balandier en revendique la parenté en référence à l'ouvrage qu'il a dirigé, *Le « tiers monde », sous-développement et développement*, Cahier INED, n° 27, PUF, 1956; Le démographe Alfred Sauvy est considéré pour la majorité comme le père du terme que il a utilisé par analogie au Tiers État, utilisée pour la première fois en 1952 dans un article intitulé « trois mondes, une planète ». NAHAVANDI, p. 38 et 39.

¹⁸ MERLE, M., *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 1982, p. 266.

d'emblée que les catégories de pays en développement sont distinguées de manière simple de la façon suivante :¹⁹

- Les pays les moins avancés (PMA): caractérisé par une accélération démographique et un taux de croissance quasi nul. La majorité situé sur le continent africain;

- Les nouveaux pays industrialisés (NPI): caractérisé par des taux de croissance forts comme la Corée du Sud, Taïwan et Singapour. Ces pays se rapprochent de ceux de l'OCDE en terme de revenu et d'un point de vue plus général de développement;

- Le groupe latino-américain : pays indépendants depuis le XIXème siècle. Certains sont des NPI;

- D'autres pays en développement : largement évolué du point de vue économique. Le développement se pose plus en terme de répartition des ressources gagnées auprès des populations comme l'Inde et certains pays d'extrême-Orient;

- Pays exportateurs de pétrole.

A. Classification dans le cadre de l'ONU et dans le cadre d'autres organisations internationales

Les critères de définition utilisés par chaque organisation sont déterminés selon la matière et les besoins en cause. Plusieurs modes d'identification peuvent être employés comme l'adoption d'une définition explicite, l'auto sélection ou encore la formation de listes de pays.

Le premier a été utilisé par l'ONU pour sa définition des pays les moins avancés. Le deuxième est le critère utilisé actuellement dans le cadre de l'OMC, selon lequel chaque État se déclare de manière unilatérale comme appartenant à la catégorie de pays en développement pour bénéficier du régime destiné à ce statut. Le troisième mode d'identification est considéré comme plus spécifique, étant donné qu'il emploie des listes de pays considérés comme en phase de développement pour l'application d'une norme particulière ou d'un instrument spécifique, comme par exemple la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Ces critères sont suivis par d'autres indicateurs monétaires (PIB par habitant) ou non monétaires (indicateurs démographiques, structure des

¹⁹ Simplification donne pour: COLARD-FABREGOULE (C.), *L'essentiel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*, Paris, Gualino, 2002, p.57 et 58.

exportations). Le PIB²⁰ ou PNB²¹ par habitant permet de mesurer les capacités productives de la population et il possède l'avantage d'être quantifiable, ce qui permet de classer les pays sur une échelle de niveau de vie.

La classification de la Banque Mondiale repose sur le PNB par habitant. Sur cette base, tous les pays membres de la Banque Mondial (184) et toutes les autres économies avec une population de plus de 30 mil habitants (208 total) sont réparties en quatre groupes: bas revenu, \$875 ou moins ; au-dessous du le revenu moyen, \$876 - \$3.465 ; revenu moyen supérieur, \$3.466 - \$10.725 ; et revenu élevé, \$10.726 ou plus. La Banque Mondial classifie les pays aussi par région géographique (classification exclusive des économies de faible et moyennes revenu) et pour catégorie de prêt. Dans cette dernière classification, la Banque considère les pays d'IDA comme ceux qui ont eu en 2005 un revenu per capita de moins de \$1.025 et qui manquent de capacité financière d'emprunter à IBRD.²²

Des classifications de la Banque Mondial ont lieu tous les ans, toujours le 1 juillet et à partir de ces critères, la Banque Mondial offre une liste qui montre la place de chaque pays. Il est important de remarquer que des économies de faible et moyens revenus sont parfois désignées comme des économies en développement, mais la Banque remarque aussi que par commodité de l'utilisation du terme, elle ne le prévoit pas pour impliquer que toutes les économies dans le groupe éprouvent de développement semblable. Selon les critères de la Banque Mondiale, la classification se fait entre :

- Régions : L'Asie de l'est et Pacifique, Europe et l'Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes, le Moyen-est et le Afrique du nord, Asie du sud, Afrique sous saharien;

- Revenu : bas revenu, au-dessous du revenu moyen, revenu moyen supérieur, et revenu élevé;

²⁰ Le PIB est la somme des valeurs ajoutées créées par des unités de production et des facteurs localisés à l'intérieur des frontières, ça veut dire, la production finale totale de biens et services selon un critère de résidence.

²¹ Le PNB est la somme de la valeur ajoutée intérieure et extérieure attribuable aux facteurs de production possédés par les nationaux, il comprend le PIB majoré du revenu net des facteurs reçu de l'étranger.

²² Les prêts d'IDA sont des prêts et des concessions profondément concessionnaire-intérêt-libres pour des programmes visés amplifiant la croissance économique et améliorant des conditions vivantes. Les prêts d'IBRD sont non concessional. Les pays de mélange sont habilités aux prêts d'IDA en raison de leurs bas revenus per capita mais sont également habilités aux prêts d'IBRD parce qu'ils sont financièrement solvables.

- Catégorie de prêt: IDA, Mélange (blend en anglais) et IBRD.²³

L'annexe I apporte la liste complète fournie par la Banque Mondiale.

L'ONU utilise un critère de classification qui va plus loin que celui utilisé par la Banque Mondiale. Elle utilise des indicateurs monétaires et non monétaires, mais fournit les limites de classification seulement pour les pays dits moins avancés ou encore les pays en développement sans littoral ou les pays en développement localisé en petites îles.

Dans son dernier examen triennal de la liste de pays moins avancée en 2003, le Conseil économique et social de Nations Unies a employé les trois critères suivants :

- faible revenu, basé sur une évaluation moyenne de trois ans du revenu national brut (PNB) par habitant (au-dessous de \$750 pour l'inclusion, au-dessus de \$900 pour le repère);

- faiblesse de ressource humaine, impliquant un index humain composé de capitaux (HAI) basé sur des indicateurs de nutrition, santé, éducation et instruction d'adulte;

- critère économique de vulnérabilité (EVI) basé sur des indicateurs de instabilité de la production agricole, l'instabilité des exportations des marchandises et des services, l'importance économique des activités non traditionnelles, concentration d'exportation de marchandises et handicap de la petite dimension économique (population dans le logarithme) et le pourcentage de la population déplacé par des désastres normaux.

Pour être ajouté à la liste, un pays doit satisfaire à chacun de ces trois critères, mais pour le repère, le pays doit rencontrer les seuils pour deux des trois critères dans deux revues triennales consécutives.

La liste actuelle de pays moins avancés (LDCs) et la liste de pays en développement situés en petites îles (SIDs) ou sans littoral (LLDCs) sera fournie au fin du rapport avec une liste de pays membre de l'OMC qui sont déjà inclus dans ces listes et qui sont incontestablement considérés en développement ou moins développés, une fois que l'OMC mentionne de manière explicite qu'elle utilise cette liste de PMA comme son critère officiel de classification de ces pays.(Annexe II)

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) utilise l'indicateur de développement humain (IDH), qui combine trois critères: le revenu moyen par habitant (niveau de vie), l'espérance de vie (état de santé de la population) et le taux d'alphabétisation (savoir). Il permet d'obtenir un classement des pays tenant compte à la fois de critères

²³ En annexe il y a la liste complet diffuser pour la Banque Mondial. Pour plus d'informations: www.worldbank.org

démographiques et sociaux). Les trois critères sont évalués sur une échelle allant de 0 à 1. Les difficultés maximales sont égales à 1 et les situations les plus satisfaisantes (minimales) sont égales à 0.²⁴

Dans son dernier rapport, *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005*, le PNUD a classifié les pays de la manière suivante:

« Le rapport envisage les pays selon quatre modes de classement : en fonction du niveau de développement humain, ainsi que du revenu, par grands groupes à l'échelle mondiale et par région (voir la partie *Classification des pays*). Ces classements ne constituent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. Le terme pays, lorsqu'il est utilisé dans le corps du texte ou dans les tableaux, peut le cas échéant faire référence à un territoire ou à une subdivision géographique.

Classification par niveau de revenu. Tous les pays sont également répartis par niveau de revenu, selon la classification de la Banque mondiale : revenu élevé (revenu national brut par habitant supérieur ou égal à 9 386 dollars en 2003), revenu intermédiaire (de 766 à 9 385 dollars) et revenu faible (jusqu'à 765 dollars).

Classification par niveau de revenu. Tous les pays sont également répartis par niveau de revenu, selon la classification de la Banque mondiale : revenu élevé (revenu national brut par habitant supérieur ou égal à 9 386 dollars en 2003), revenu intermédiaire (de 766 à 9 385 dollars) et revenu faible (jusqu'à 765 dollars).

Grands groupes mondiaux. Les trois grands groupes mondiaux sont les *Pays en développement*, *l'Europe centrale et orientale* et la *CEI*, et les *Pays de l'OCDE*. Ces groupes ne sont pas mutuellement exclusifs (mais ils le sont si l'on remplace la rubrique Pays de l'OCDE par les Pays de l'OCDE à revenu élevé et que l'on exclut la République populaire démocratique de Corée). Sauf indication contraire, la rubrique Monde renvoie aux 193 pays et territoires couverts – 191 pays membres des Nations Unies plus Hong Kong, la Chine (RAS) et les Territoires palestiniens occupés.

Classifications régionales. Le groupe des pays en développement est par ailleurs subdivisé en six régions : États arabes, Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes (Mexique compris), Asie du Sud, Europe du Sud et Afrique subsaharienne. Cette classification correspond à l'organisation des

²⁴ Pour plus d'information sur la construction du IDH voir: TEULON, Frédéric. **Problèmes économiques contemporains**. Les pays en développement. Paris, Hachette, 1999, p. 146 et 147.

bureaux régionaux du Programme des Nations Unies pour le développement. Il faut ajouter un autre ensemble: *celui des Pays les moins avancés*, défi ni par les Nations Unies (UN-OHRLS 2005). »

Les listes complètes diffusées par le PNUD constituent l'annexe III du présent rapport.

En dernier lieu, on ne peut pas oublier la CNUCED (UNCTAD en anglais). Dans son manuel de statistiques de 2005, la CNUCED offre une répartition des pays du monde entier, et la chose la plus intéressante de cette classification est qu'elle utilise aussi le critère d'exclusion pour définir les pays en développement, mais définit avec précision les pays développées et les moins avancés. C'est-à-dire qu'elle limite avec un peu plus de précision que les autres qui sont les pays en développement.

Dans son manuel, la CNUCED affirme que la classification des pays présentée a été adoptée pour des questions de convenance statistique et pour suivre celle utilisée par la « Statistics Division, Department of Economic and Social Affairs » (DESA) des Nations Unies.

Les pays sont distribués en trois groupes:

- *Pays développés:*

En Europe:

Union Européenne: Austria, Belgique, Cyprès, Czech Republic, Danemark, Estonie, Finlande, France, Germany, Greece, Hungary, Ireland, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Poland, Portugal, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;

L'autres pays développés en Europe: Andorra, Channel Island, Faeroe Islands, Gibraltar, Holy See, Iceland, Isle of Man, Liechtenstein, Monaco, Norway, San Marino and Switzerland;

In America: Canada and the United States of America;

In Asia: Israel and Japan;

In Oceania: Australia and New Zealand;

- *L'Europe du sud-est et Commonwealth d'indépendant États (Cis):*

L'Europe du sud-est: Albania, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Romania, Serbia and Montenegro and The former Yugoslav Republic of Macedonia;

Commonwealth des états indépendants (CIS): Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Republic of Moldova, Russian Federation, Tajikistan, Turkmenistan, Ukraine and Uzbekistan ;

- *Pays en développement:*

« All other countries and territories in Africa, America, Asia and Oceania not specified above. For developing economies, the main regions have been further subdivided into subregions to provide additional information. The exact composition of each region is shown on the following pages. Possible exceptions to this classification in some of the *Handbook* tables are specified in footnotes.

A number of economic classifications have been used in the *UNCTAD Handbook of Statistics* in order to reflect more accurately differences among developing countries and territories, and thus to facilitate the analysis of socio-economic data. »

La classification utilisé par le CNUCED en relation aux pays en développement distingue, en premier lieu, les pays exportateurs de pétrole des autres économies en développement. Ces derniers sont encore subdivisés en deux catégories : principaux exportateurs de manufactures et des économies restantes distribuées par régions géographiques. Les tables construites par l'CNUCED sont dans le annexe IV.

B. Classification dans le cadre juridique de l'OMC

La formation d'une classification de pays en développement dans le cadre juridique de l'OMC implique un regard attentif sur la classification des autres institutions et organisations internationales. Cependant, en prenant les critères (indicateurs) des institutions spécialisées et officiellement autorisées, depuis la Deuxième Guerre mondiale, la question de classification est loin d'être résorbé.

Si l'on considère que dans le site officiel de l'OMC il est déclaré qu' « il n'existe pas de définition des pays « développés » et des pays « en développement » à l'OMC. Les Membres annoncent eux-mêmes qu'ils font partie des pays « développés » ou « en développement ». Cependant, les autres Membres peuvent contester la décision, prise par un Membre, de recourir aux dispositions prévues en faveur des pays en développement. »²⁵, et ainsi on peut facilement constater que la classification de pays en développement ou développé est totalement attachée aux intérêts des propres pays. Cela veut dire que si pour le pays X il est intéressant d'avoir

²⁵ Cette déclaration est disponible dans le site officiel de l'OMC: www.wto.org

accès aux avantages consacrés aux pays en développement²⁶ il se déclarera en développement. Par contre, si pour lui faire partie du groupe des riches (développés) est plus profitable il se déclarera développé. Il est intéressant de noter que tous les Etats membres de l'OMC ont choisi d'appartenir à cette catégorie sauf ceux de l'Union Européenne, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Suisse, la Norvège, l'Australie et la Nouvelle Zélande.²⁷

Cette manière de classer les Membres de l'OMC est très subjective, mais au même temps compréhensible dans le cadre de l'OMC que comme on le sait est une organisation avec un fort biais politique. Cependant, ces avantages destinées aux pays en développement commencent à disparaître en raison du temps ou de conditions imposées quand elles ont été créées. Les dispositions dont ils bénéficient sont transitoires et davantage d'obligations leur sont imposées. La grande question est que le libéralisme économique est accepté partout et règne sur le monde, situation qui empêche les pays en développement d'échapper aux conséquences.²⁸

Comme une institution d'instauration d'un État de droit dans les relations commerciales multilatérales, l'OMC impose que les États qui l'adhèrent doivent accepter la totalité des accords.²⁹ Donc, on peut se demander si dans les prochaines années on verra la même quantité de pays qui se auto déclarent en développement, une fois que les avantages disparaîtront.

On peut faire une comparaison de cette probable disparition des avantages dans le cadre de l'OMC avec la disparition de la raison d'être du droit du développement: « Ce qui subsiste du droit international du développement apparaît alors comme un catalogue d'exceptions temporaires à la règle du marché. L'existence d'une catégorie particulière d'états bénéficiant d'un autre régime juridique de relations économiques pour compenser une faiblesse et leur permettre d'accéder au développement a perdu sa justification. Le fil conducteur qui avait donné au droit international du développement sa cohérence n'existe plus. »³⁰

A partir de cette réflexion, on doit penser à une catégorisation de pays en développement qui prenne en considération ces questions politiques et

²⁶ La situation particulière de les pays en développement les possibilité à la fois de l'égalité juridique prévue par le droit international et d'un statut spécial qui a été qualifié d'inégalité compensatrice.

²⁷ PARK, Y.Duk, UMBRICH, G.C., International trade WTO dispute settlement 1995-2000: a statistical analysis, *Journal of International Economic Law*, 2001, 4 (1), p. 214, note 4.

²⁸ COLARD-FABREGOULE (C.), *L'essentiel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*, Paris, Gualino, 2002, p. 63.

²⁹ Ce objectif est clairement affirmé dans la 1re conférence ministérielle de l'OMC en 1996: « l'élimination du traitement discriminatoire... l'intégration des pays en développement ».

³⁰ FLORY, Maurice. Mondialisation et droit international du développement. *RGDIP* 1997 P. 625.

stratégiques en plus des critères objectives. En outre, la notion de développement que l'on utilisera doit être liée au commerce international, une fois que l'OMC est l'institution par excellence de promotion du commerce international à partir de définitions et dispositifs objectifs, ou, comme affirme Lacordaire: « entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère ».

Face aux difficultés de placer de manière artificielle ses membres sous une même catégorie de pays aussi différents, une fois que le Mexique ou le Brésil, pays qui participent activement au commerce mondial, et les petits insulaires qui restent largement en marge du commerce mondial, sont dans une même catégorie, l'OMC a choisi de poser le principe de l'auto-élection pour la formation de ce groupe de pays en développement. Certes, certains critères s'appliquent implicitement pour se réclamer d'une telle catégorie, comme ceux qui ont été déterminés comme résultants du GATT de 1947, de la pratique ou des décisions jurisprudentielles.

L'article XVIII du GATT de 1947 indiquait de manière assez large quels étaient les pays éligibles à l'aide étatique visant à protéger leur développement: parties contractantes « ... dont l'économie ne [pouvait] assurer à la population qu'un faible niveau de vie et en est aux premiers stades de son développement. ». Ce critère a été considéré essentiel car il insiste sur la dimension humaine du développement économique. D'autres accords de l'OMC font aussi référence à une classification des États pour définir le champ d'application de certaines de leurs dispositions comme l'article 27 § 2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires qui distingue indirectement entre trois catégories de pays en développement pour définir le champ de la dérogation à la prohibition de l'article 3. De toute façon, la démonstration de ces critères utilisés par l'OMC montrent en tout état de cause que le statut de pays en développement est conçu comme transitoire.

Traditionnellement, le statut de pays en développement peut résulter de l'appartenance au Groupe des 77. Le groupe de 77 (G-77) a été établi le 15 juin 1964 par soixante-dix-sept signataires " de la déclaration commune des soixante-dix-sept pays " publiés à la fin de la première session de la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève. Bien que l'adhésion du G-77 ait grimpé jusqu'à 131 pays, le nom original a été maintenu en raison de sa signification historique.³¹ Toutefois, cette appartenance ne peut pas être utilisée pour lier les autres Membres de l'OMC, car elle n'a pas d'effet juridique.

³¹ La liste complète et actuelle des États membres du G-77 est dans l'annexe V du présent rapport. Pour plus d'information: www.g77.org

Dans les statistiques du Secrétariat de l'OMC il est intéressant de noter qu'il a classé comme dans la catégorie de pays en développement les pays suivants: les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ceux d'Afrique (Afrique du Sud inclus), les pays européens qui n'appartiennent pas à l'Union européenne et à l'Association européenne de libre échange (AELE), les pays du Moyen-Orient et d'Asie (à l'exclusion du Japon) et les pays d'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande).³²

Identifier les niveaux de développement, classer les différents pays en fonction de leurs besoins, n'a jamais été chose facile. L'unanimité quant aux critères à adopter reste presque impossible. Mais la catégorisation qui existe actuellement dans les accords, bien qu'elle soit incomplète est la meilleure pour placer les membres de l'organisation, mais pas suffisante.

Pour formuler une bonne base d'identification pour l'OMC, a priori, il doit présenter comme caractère un calcul statistique facile et exact; comparabilité des informations statistiques; présence du renseignements pour un grand nombre d'économies; possibilité de comparaison; absence d'influences marquées.³³ En plus, si l'OMC n'a pas adopté de classification stricte, c'est probablement parce que chaque accord s'adresse à des catégories de pays qui varient d'un cas à l'autre. A partir de cette constatation, on peut proposer une nouvelle formule d'identification des pays en développement selon laquelle chaque accord va ainsi adapter les obligations qu'il impose aux catégories qu'il concerne précisément.

A partir de cette proposition on doit se demander quels sont les objectifs de l'OMC et à partir de ça déterminer qu'est-ce qu'un pays en développement selon chaque accord et selon l'intention première de l'OMC: la libéralisation commerciale.³⁴

Cette proposition peut être considérée comme naïve dans le sens que l'on n'arrivera jamais à un point tel que tous les membres de l'OMC accepteront ces listes et en plus, la négociation pour la formulation de telles listes peut demander plus de temps que l'on peut imaginer. Une fois que l'on constate l'impossibilité de cette méthodologie, on propose le croisement de critères de tables disposés pour les principales organisations internationales

³² Classification utilisée dans l'élaboration des statistiques du commerce agricole: OMC, Résultats du commerce des produits agricoles des pays en développement, 1998-1999. Note d'information du Secrétariat, Révision, G/AG/NG/S/6/Rev.1, 31 janvier 2001. In: LUFF, D. **Le droit de l'OMC**. Analyse critique. Bruylant: LGDJ. 2004, p. 139.

³³ PENOUIL, M., **Socio-économie du sous-développement**, Paris, Dalloz, 1979, p. 95. (NAHAVANDI, p. 56)

³⁴ Il y a une partie de la doctrine qui n'est pas d'accord avec cette ligne, une fois qui pour eux, la libéralisation commerciale n'est pas le objectif principal de l'organisation. Ils défendent l'avis de que la libéralisation est une instrument pour la réussite du réel objectif de améliorer le niveaux de vie et de développement de ses membres. NASSER, Rabih Ali. **A OMC e os países em desenvolvimento**. São Paulo: Aduaneiras, 2003, p. 59.

afin d'arriver à une liste plus proche de la réalité qui est la chose qui importe réellement dans une recherche de caractère scientifique.

La méthodologie utilisée partira donc du mélange de tous les tableaux et critères des principales organisations internationales et à partir de cela on arrivera a une liste de pays en développement.

D'abord, on commence pour la construction de une table général de croisement de critères:

Table 1 – Critères mélanges (150)

PAYS ET DATE D'ADHESION	ONU	PNUD	G77	CNU CED	BANQUE MONDIAL	AUTO ELECTION - PD
Albania 8 September 2000				CIS		
Angola 23 November 1996	LDC	PED	X	MPE		
Antigua and Barbuda 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI	
Argentina 1 January 1995		PED	X		HI	
Armenia 5 February 2003	LLCD			CIS		
Australia 1 January 1995		OECD*		PD		X
Austria 1 January 1995		OECD*		PD		X
Bahrain, Kingdom of 1 January 1995		PED	X	MPE	HI	
Bangladesh 1 January 1995	LDC	PED	X		LI	
Barbados 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI	
Belgium 1 January 1995		OECD*		PD		X
Belize 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI	
Benin 22 February 1996	LDC	PED	X		LI	
Bolivia 12 September 1995	LLCD	PED	X		MI	
Botswana 31 May 1995	LLCD	PED	X		MI	
Brazil 1 January 1995		PED	X	MEM	MI	
Brunei Darussalam 1 January 1995		PED	X	MPE	HI	
Bulgaria 1 December 1996				CIS		X
Burkina Faso 3 June 1995	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Burundi 23 July 1995	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Cambodia 13 October 2004	LDC	PED	X		LI	
Cameroon 13 December 1995		PED	X		LI	
Canada 1 January 1995		OECD*		PD		X
Central African Republic 31 May 1995	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Chad 19 October 1996	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Chile 1 January 1995		PED	X		HI	
China 11 December 2001		PED	X	MEM	LI	
Colombia 30 April 1995		PED	X		MI	
Congo 27 March 1997		PED	X	MPE	LI	
Costa Rica 1 January 1995		PED	X		MI	
Côte d'Ivoire 1 January 1995		PED	X		LI	

Croatia 30 November 2000				CIS		
Cuba 20 April 1995	SIDS	PED	X		MI	
Cyprus 30 July 1995		PED		PD		X
Czech Republic 1 January 1995		OECD		PD		X
Democratic Republic of the Congo 1 January 1997	LDC	PED	X		LI	
Denmark 1 January 1995		OECD*		PD		X
Djibouti 31 May 1995	LDC	PED	X		LI	
Dominica 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI	
Dominican Republic 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI	
Ecuador 21 January 1996		PED	X		MI	
Egypt 30 June 1995		PED	X		MI	
El Salvador 7 May 1995		PED	X		MI	
Estonia 13 November 1999				PD		X
European Communities 1 January 1995				PD		
Fiji 14 January 1996	SIDS	PED	X		MI	
Finland 1 January 1995		OECD*		PD		X
Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM) 4 April 2003		CIS				
France 1 January 1995		OECD*		PD		X
Gabon 1 January 1995		PED	X	MPE	MI	
The Gambia 23 October 1996	LDC	PED	X		LI	
Georgia 14 June 2000				CIS		
Germany 1 January 1995		OECD*		PD		X
Ghana 1 January 1995		PED	X		LI	
Greece 1 January 1995		OECD*		PD		X
Grenada 22 February 1996	SIDS	PED	X		HI	
Guatemala 21 July 1995		PED	X		MI	
Guinea 25 October 1995	LDC	PED	X		LI	
Guinea Bissau 31 May 1995	LDC/ SIDS	PED	X		LI	
Guyana 1 January 1995	SIDS	PED	X		LI	
Haiti 30 January 1996	LDC/ SIDS	PED	X		LI	
Honduras 1 January 1995		PED	X		LI	
Hong Kong, China 1 January 1995		PED		MEM	HI	
Hungary 1 January 1995		OECD		PD		X
Iceland 1 January 1995		OECD*		PD		
India 1 January 1995		PED	X	MEM	LI	
Indonesia 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI	
Ireland 1 January 1995		OECD*		PD		X
Israel 21 April 1995				PD		
Italy 1 January 1995		OECD*		PD		X
Jamaica 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI	
Japan 1 January 1995		OECD*		PD		X
Jordan 11 April 2000		PED	X		MI	
Kenya 1 January 1995		PED	X		MI	
Korea, Republic of 1 January 1995		PED/OECD*	X	MEM	HI	
Kuwait 1 January 1995		PED	X	MPE*	HI	
Kyrgyz Republic 20 December 1998	LLCD			CIS		

	?					
Latvia 10 February 1999				PD		X
Lesotho 31 May 1995	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Liechtenstein 1 September 1995				PD		
Lithuania 31 May 2001				PD		X
Luxembourg 1 January 1995		OECD*		PD		X
Macao, China 1 January 1995					HI	
Madagascar 17 November 1995	LDC	PED	X		LI	
Malawi 31 May 1995	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Malaysia 1 January 1995		PED	X	MEM	MI	
Maldives 31 May 1995	LDC/ SIDS	PED	X		MI	
Mali 31 May 1995	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Malta 1 January 1995				PD		X
Mauritania 31 May 1995	LDC	PED	X		LI	
Mauritius 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI	
Mexico 1 January 1995		PED/OE CD		MEM	HI	
Moldova 26 July 2001	LLCD			CIS		
Mongolia 29 January 1997	LLCD	PED	X		LI	
Morocco 1 January 1995		PED	X		MI	
Mozambique 26 August 1995	LDC	PED	X		LI	
Myanmar 1 January 1995	LDC	PED	X		LI	
Namibia 1 January 1995		PED	X		MI	
Nepal 23 April 2004	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Netherlands — For the Kingdom in Europe and for the Netherlands Antilles 1 January 1995		OECD*		PD	HI	X
New Zealand 1 January 1995		OECD*		PD		X
Nicaragua 3 September 1995		PED	X		LI	
Niger 13 December 1996	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Nigeria 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI	
Norway 1 January 1995		OECD*		PD		X
Oman 9 November 2000		PED	X	MPE	HI	
Pakistan 1 January 1995		PED	X		LI	
Panama 6 September 1997		PED	X		MI	
Papua New Guinea 9 June 1996	SIDS	PED	X		LI	
Paraguay 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI	
Peru 1 January 1995		PED	X		MI	
Philippines 1 January 1995		PED	X	MEM	LI	
Poland 1 July 1995		OECD		PD		X
Portugal 1 January 1995		OECD*		PD		X
Qatar 13 January 1996		PED	X	MPE*	HI	
Romania 1 January 1995				CIS		X
Rwanda 22 May 1996	LDC/ LLCD	PED	X		LI	

Saint Kitts and Nevis 21 February 1996		PED	X		HI	
Saint Lucia 1 January 1995		PED	X		HI	
Saint Vincent & the Grenadines 1 January 1995		PED	X		MI	
Saudi Arabia 11 December 2005		PED	X	MPE*	HI	
Senegal 1 January 1995	LDC	PED	X		LI	
Sierra Leone 23 July 1995	LDC	PED	X		LI	
Singapore 1 January 1995	SIDS	PED	X	MEM	HI	
Slovak Republic 1 January 1995		OECD		PD		X
Slovenia 30 July 1995				PD		X
Solomon Islands 26 July 1996	LDC/ SIDS	PED	X		LI	
South Africa 1 January 1995		PED	X		MI	
Spain 1 January 1995		OECD*		PD		X
Sri Lanka 1 January 1995		PED	X		LI	
Suriname 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI	
Swaziland 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI	
Sweden 1 January 1995		OECD*		PD		X
Switzerland 1 July 1995		OECD*		PD		
Chinese Taipei 1 January 2002						
Tanzania 1 January 1995		PED	X			
Thailand 1 January 1995		PED	X	MEM	MI	
Togo 31 May 1995	LDC	PED	X		LI	
Trinidad and Tobago 1 March 1995	SIDS	PED	X	MPE	HI	
Tunisia 29 March 1995		PED	X		MI	
Turkey 26 March 1995		PED/OECD		MEM	MI	
Uganda 1 January 1995	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
United Arab Emirates 10 April 1996		PED	X	MPE*	HI	
United Kingdom 1 January 1995		OECD*		PD		X
United States of America 1 January 1995		OECD*		PD		X
Uruguay 1 January 1995		PED	X		HI	
Venezuela (Bolivarian Republic of) 1 January 1995		PED	X	MPE*	HI	
Viet Nam 11 January 2007		PED	X		LI	
Zambia 1 January 1995	LDC/ LLCD	PED	X		LI	
Zimbabwe 5 March 1995	LLCD	PED	X		LI	

Sigles:

CIS = Central and Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States

HI = per capita current GDP above US\$ 4,500: High income

LDC = Least Developed Countries

LI = per capita current GDP below US\$ 1000: Low income

LLCD = Landlocked Developing States

MEM = Major Exporters of Manufactures

MI = per capita current GDP between US\$ 1000 and US\$ 4,500: Middle income

MPE = Major Petroleum Exporters

OECD* = high-income OECD countries

PD = Pays développé

PED = Pays en développement
 SIDS = Small Island Developing States

Après l'élaboration de cette table on coupera les pays considérés comme moins avancés (LDC), car on sait que l'OMC utilise cette liste comme son critère officiel.

Table 2 – Enlèvement des PMA (LDCs) (119)

PAYS ET DATE D'ADHESION	ONU	PNUD	G77	CNUCED	BANQUE MONDIAL	AUTO ELECTION - PD
Albania 8 September 2000				CIS		
Antigua and Barbuda 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI	
Argentina 1 January 1995		PED	X		HI	
Armenia 5 February 2003	LLCD			CIS		
Australia 1 January 1995		OECD*		PD		X
Austria 1 January 1995		OECD*		PD		X
Bahrain, Kingdom of 1 January 1995		PED	X	MPE	HI	
Barbados 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI	
Belgium 1 January 1995		OECD*		PD		X
Belize 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI	
Bolivia 12 September 1995	LLCD	PED	X		MI	
Botswana 31 May 1995	LLCD	PED	X		MI	
Brazil 1 January 1995		PED	X	MEM	MI	
Brunei Darussalam 1 January 1995		PED	X	MPE	HI	
Bulgaria 1 December 1996				CIS		X
Cameroon 13 December 1995		PED	X		LI	
Canada 1 January 1995		OECD*		PD		X
Chile 1 January 1995		PED	X		HI	
China 11 December 2001		PED	X	MEM	LI	
Chinese Taipei 1 January 2002						
Colombia 30 April 1995		PED	X		MI	
Congo 27 March 1997		PED	X	MPE	LI	
Costa Rica 1 January 1995		PED	X		MI	
Côte d'Ivoire 1 January 1995		PED	X		LI	
Croatia 30 November 2000				CIS		
Cuba 20 April 1995	SIDS	PED	X		MI	
Cyprus 30 July 1995		PED		PD		X
Czech Republic 1 January 1995		OECD		PD		X
Denmark 1 January 1995		OECD*		PD		X
Dominica 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI	
Dominican Republic 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI	
Ecuador 21 January 1996		PED	X		MI	
Egypt 30 June 1995		PED	X		MI	
El Salvador 7 May 1995		PED	X		MI	
Estonia 13 November 1999				PD		X
European Communities 1 January 1995				PD		
Fiji 14 January 1996	SIDS	PED	X		MI	
Finland 1 January 1995		OECD*		PD		X

Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM) 4 April 2003		CIS				
France 1 January 1995		OECD*		PD		X
Gabon 1 January 1995		PED	X	MPE	MI	
Georgia 14 June 2000				CIS		
Germany 1 January 1995		OECD*		PD		X
Ghana 1 January 1995		PED	X		LI	
Greece 1 January 1995		OECD*		PD		X
Grenada 22 February 1996	SIDS	PED	X		HI	
Guatemala 21 July 1995		PED	X		MI	
Guyana 1 January 1995	SIDS	PED	X		LI	
Honduras 1 January 1995		PED	X		LI	
Hong Kong, China 1 January 1995		PED		MEM	HI	
Hungary 1 January 1995		OECD		PD		X
Iceland 1 January 1995		OECD*		PD		
India 1 January 1995		PED	X	MEM	LI	
Indonesia 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI	
Ireland 1 January 1995		OECD*		PD		X
Israel 21 April 1995				PD		
Italy 1 January 1995		OECD*		PD		X
Jamaica 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI	
Japan 1 January 1995		OECD*		PD		X
Jordan 11 April 2000		PED	X		MI	
Kenya 1 January 1995		PED	X			
Korea, Republic of 1 January 1995		PED/ OECD*	X	MEM	HI	
Kuwait 1 January 1995		PED	X	MPE*	HI	
Kyrgyz Republic 20 December 1998	LLCD ?			CIS		
Latvia 10 February 1999				PD		X
Liechtenstein 1 September 1995				PD		
Lithuania 31 May 2001				PD		X
Luxembourg 1 January 1995		OECD*		PD		X
Macao, China 1 January 1995					HI	
Malaysia 1 January 1995		PED	X	MEM	MI	
Malta 1 January 1995				PD		X
Mauritius 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI	
Mexico 1 January 1995		PED/ OECD		MEM	HI	
Moldova 26 July 2001	LLCD			CIS		
Mongolia 29 January 1997	LLCD	PED	X		LI	
Morocco 1 January 1995		PED	X		MI	
Namibia 1 January 1995		PED	X		MI	
Netherlands — For the Kingdom in Europe and for the Netherlands Antilles 1 January 1995	OEC D*		PD	HI	X	
New Zealand 1 January 1995		OECD*		PD		X
Nicaragua 3 September 1995		PED	X		LI	
Nigeria 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI	
Norway 1 January 1995		OECD*		PD		X
Oman 9 November 2000		PED	X	MPE	HI	
Pakistan 1 January 1995		PED	X		LI	

Panama 6 September 1997		PED	X		MI	
Papua New Guinea 9 June 1996	SIDS	PED	X		LI	
Paraguay 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI	
Peru 1 January 1995		PED	X		MI	
Philippines 1 January 1995		PED	X	MEM	LI	
Poland 1 July 1995		OECD		PD		X
Portugal 1 January 1995		OECD*		PD		X
Qatar 13 January 1996		PED	X	MPE*	HI	
Romania 1 January 1995				CIS		X
Saint Kitts and Nevis 21 February 1996		PED	X		HI	
Saint Lucia 1 January 1995		PED	X		HI	
Saint Vincent & the Grenadines 1 January 1995	PED	X		MI		
Saudi Arabia 11 December 2005		PED	X	MPE*	HI	
Singapore 1 January 1995	SIDS	PED	X	MEM	HI	
Slovak Republic 1 January 1995		OECD		PD		X
Slovenia 30 July 1995				PD		X
South Africa 1 January 1995		PED	X		MI	
Spain 1 January 1995		OECD*		PD		X
Sri Lanka 1 January 1995		PED	X		LI	
Suriname 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI	
Swaziland 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI	
Sweden 1 January 1995		OECD*		PD		X
Switzerland 1 July 1995		OECD*		PD		
Tanzania 1 January 1995		PED	X			
Thailand 1 January 1995		PED	X	MEM	MI	
Trinidad and Tobago 1 March 1995	SIDS	PED	X	MPE	HI	
Tunisia 29 March 1995		PED	X		MI	
Turkey 26 March 1995		PED/ OECD		MEM	MI	
United Arab Emirates 10 April 1996		PED	X	MPE*	HI	
United Kingdom 1 January 1995		OECD*		PD		X
United States of America 1 January 1995		OECD*		PD		X
Uruguay 1 January 1995		PED	X		HI	
Venezuela (Bolivarian Republic of) 1 January 1995	PED	X	MPE*	HI		
Viet Nam 11 January 2007		PED	X		LI	
Zimbabwe 5 March 1995	LLCD	PED	X		LI	

Le prochain pas sera d'enlever les pays qui ont, pour le critère de l'auto-élection, adopté le statut de pays développé.

Table 3 – Enlèvement des Pds pour auto-élection (86)

PAYS ET DATE D'ADHESION	ONU	PNUD	G77	CNUCED	BANQUE MONDIAL
Albania 8 September 2000				CIS	
Antigua and Barbuda 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI
Argentina 1 January 1995		PED	X		HI
Armenia 5 February 2003	LLCD			CIS	

Bahrain, Kingdom of 1 January 1995		PED	X	MPE	HI
Barbados 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI
Belize 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Bolivia 12 September 1995	LLCD	PED	X		MI
Botswana 31 May 1995	LLCD	PED	X		MI
Brazil 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Brunei Darussalam 1 January 1995		PED	X	MPE	HI
Cameroon 13 December 1995		PED	X		LI
Chile 1 January 1995		PED	X		HI
China 11 December 2001		PED	X	MEM	LI
Chinese Taipei 1 January 2002					
Colombia 30 April 1995		PED	X		MI
Congo 27 March 1997		PED	X	MPE	LI
Costa Rica 1 January 1995		PED	X		MI
Côte d'Ivoire 1 January 1995		PED	X		LI
Croatia 30 November 2000				CIS	
Cuba 20 April 1995	SIDS	PED	X		MI
Dominica 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Dominican Republic 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI
Ecuador 21 January 1996		PED	X		MI
Egypt 30 June 1995		PED	X		MI
El Salvador 7 May 1995		PED	X		MI
European Communities 1 January 1995				PD	
Fiji 14 January 1996	SIDS	PED	X		MI
Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM) 4 April 2003		CIS			
Gabon 1 January 1995		PED	X	MPE	MI
Georgia 14 June 2000				CIS	
Ghana 1 January 1995		PED	X		LI
Grenada 22 February 1996	SIDS	PED	X		HI
Guatemala 21 July 1995		PED	X		MI
Guyana 1 January 1995	SIDS	PED	X		LI
Honduras 1 January 1995		PED	X		LI
Hong Kong, China 1 January 1995		PED		MEM	HI
Iceland 1 January 1995		OECD*		PD	
India 1 January 1995		PED	X	MEM	LI
Indonesia 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI
Israel 21 April 1995				PD	
Jamaica 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI
Jordan 11 April 2000		PED	X		MI
Kenya 1 January 1995		PED	X		
Korea, Republic of 1 January 1995		PED/ OECD*	X	MEM	HI
Kuwait 1 January 1995		PED	X	MPE*	HI
Kyrgyz Republic 20 December 1998	LLCD ?			CIS	
Liechtenstein 1 September 1995				PD	
Macao, China 1 January 1995					HI
Malaysia 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Mauritius 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Mexico 1 January 1995		PED/ OECD		MEM	HI

Moldova 26 July 2001	LLCD			CIS	
Mongolia 29 January 1997	LLCD	PED	X		LI
Morocco 1 January 1995		PED	X		MI
Namibia 1 January 1995		PED	X		MI
Nicaragua 3 September 1995		PED	X		LI
Nigeria 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI
Oman 9 November 2000		PED	X	MPE	HI
Pakistan 1 January 1995		PED	X		LI
Panama 6 September 1997		PED	X		MI
Papua New Guinea 9 June 1996	SIDS	PED	X		LI
Paraguay 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI
Peru 1 January 1995		PED	X		MI
Philippines 1 January 1995		PED	X	MEM	LI
Qatar 13 January 1996		PED	X	MPE*	HI
Saint Kitts and Nevis 21 February 1996		PED	X		HI
Saint Lucia 1 January 1995		PED	X		HI
Saint Vincent & the Grenadines 1 January 1995	PED	X		MI	
Saudi Arabia 11 December 2005		PED	X	MPE*	HI
Singapore 1 January 1995	SIDS	PED	X	MEM	HI
South Africa 1 January 1995		PED	X		MI
Sri Lanka 1 January 1995		PED	X		LI
Suriname 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Swaziland 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI
Switzerland 1 July 1995		OECD*		PD	
Tanzania 1 January 1995		PED	X		
Thailand 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Trinidad and Tobago 1 March 1995	SIDS	PED	X	MPE	HI
Tunisia 29 March 1995		PED	X		MI
Turkey 26 March 1995		PED/ OECD		MEM	MI
United Arab Emirates 10 April 1996		PED	X	MPE*	HI
Uruguay 1 January 1995		PED	X		HI
Venezuela (Bolivarian Republic of) 1 January 1995	PED	X	MPE *	HI	
Viet Nam 11 January 2007		PED	X		LI
Zimbabwe 5 March 1995	LLCD	PED	X		LI

L'analyse de ce dernier tableau montre que dans la colonne relatif à la CNUCED il y a encore des pays considérés comme développés (PD et CIS). On va donc, enlever ces pays:

Table 4 – Enlèvement des pays PD et CIS de le critère CNUCED (74)

PAYS ET DATE D'ADHESION	ONU	PNUD	G77	CNUCED	BANQUE MONDIAL
Antigua and Barbuda 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI
Argentina 1 January 1995		PED	X		HI
Bahrain, Kingdom of 1 January 1995		PED	X	MPE	HI
Barbados 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI
Belize 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Bolivia 12 September 1995	LLCD	PED	X		MI
Botswana 31 May 1995	LLCD	PED	X		MI

Brazil 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Brunei Darussalam 1 January 1995		PED	X	MPE	HI
Cameroon 13 December 1995		PED	X		LI
Chile 1 January 1995		PED	X		HI
China 11 December 2001		PED	X	MEM	LI
Chinese Taipei 1 January 2002					
Colombia 30 April 1995		PED	X		MI
Congo 27 March 1997		PED	X	MPE	LI
Costa Rica 1 January 1995		PED	X		MI
Côte d'Ivoire 1 January 1995		PED	X		LI
Cuba 20 April 1995	SIDS	PED	X		MI
Dominica 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Dominican Republic 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI
Ecuador 21 January 1996		PED	X		MI
Egypt 30 June 1995		PED	X		MI
El Salvador 7 May 1995		PED	X		MI
Fiji 14 January 1996	SIDS	PED	X		MI
Gabon 1 January 1995		PED	X	MPE	MI
Ghana 1 January 1995		PED	X		LI
Grenada 22 February 1996	SIDS	PED	X		HI
Guatemala 21 July 1995		PED	X		MI
Guyana 1 January 1995	SIDS	PED	X		LI
Honduras 1 January 1995		PED	X		LI
Hong Kong, China 1 January 1995		PED		MEM	HI
India 1 January 1995		PED	X	MEM	LI
Indonesia 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI
Jamaica 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI
Jordan 11 April 2000		PED	X		MI
Kenya 1 January 1995		PED	X		
Korea, Republic of 1 January 1995		PED/ OECD *	X	MEM	HI
Kuwait 1 January 1995		PED	X	MPE*	HI
Macao, China 1 January 1995					HI
Malaysia 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Mauritius 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Mexico 1 January 1995		PED/ OECD		MEM	HI
Mongolia 29 January 1997	LLCD	PED	X		LI
Morocco 1 January 1995		PED	X		MI
Namibia 1 January 1995		PED	X		MI
Nicaragua 3 September 1995		PED	X		LI
Nigeria 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI
Oman 9 November 2000		PED	X	MPE	HI
Pakistan 1 January 1995		PED	X		LI
Panama 6 September 1997		PED	X		MI
Papua New Guinea 9 June 1996	SIDS	PED	X		LI
Paraguay 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI
Peru 1 January 1995		PED	X		MI
Philippines 1 January 1995		PED	X	MEM	LI
Qatar 13 January 1996		PED	X	MPE*	HI
Saint Kitts and Nevis 21 February 1996		PED	X		HI

Saint Lucia 1 January 1995		PED	X		HI
Saint Vincent & the Grenadines 1 January 1995	PED	X		MI	
Saudi Arabia 11 December 2005		PED	X	MPE*	HI
Singapore 1 January 1995	SIDS	PED	X	MEM	HI
South Africa 1 January 1995		PED	X		MI
Sri Lanka 1 January 1995		PED	X		LI
Suriname 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Swaziland 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI
Tanzania 1 January 1995		PED	X		
Thailand 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Trinidad and Tobago 1 March 1995	SIDS	PED	X	MPE	HI
Tunisia 29 March 1995		PED	X		MI
Turkey 26 March 1995		PED/ OECD		MEM	MI
United Arab Emirates 10 April 1996		PED	X	MPE*	HI
Uruguay 1 January 1995		PED	X		HI
Venezuela (Bolivarian Republic of) 1 January 1995	PED	X	MPE *	HI	
Viet Nam 11 January 2007		PED	X		LI
Zimbabwe 5 March 1995	LLCD	PED	X		LI

Ce dernier tableau (Tableau 4) montre enfin la liste de pays en développement à être considérés en notre recherche. Mais comme on a déjà parlé, ces pays sont très différents et pour ça, on propose une subdivision de ce tableau en pays en développement de premier et deuxième niveau.

Le pays en développement de premier niveau sont ceux considérés comme MEM et MPE pour la CNUCED, c'est-à-dire, ceux qui sont les principaux exportateurs de pétrole et produits manufacturés, et ceux qui ont un revenu considéré HI (*high income*)

Table 5 – Pays en développement de premier niveau (33)

PAYS ET DATE D'ADHESION	ONU	PNUD	G77	CNUCED	BANQUE MONDIAL
Antigua and Barbuda 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI
Argentina 1 January 1995		PED	X		HI
Bahrain, Kingdom of 1 January 1995		PED	X	MPE	HI
Barbados 1 January 1995	SIDS	PED	X		HI
Brazil 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Brunei Darussalam 1 January 1995		PED	X	MPE	HI
Chile 1 January 1995		PED	X		HI
China 11 December 2001		PED	X	MEM	LI
Congo 27 March 1997		PED	X	MPE	LI
Gabon 1 January 1995		PED	X	MPE	MI
Grenada 22 February 1996	SIDS	PED	X		HI
Hong Kong, China 1 January 1995		PED		MEM	HI
India 1 January 1995		PED	X	MEM	LI
Indonesia 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI
Korea, Republic of 1 January 1995		PED/ OECD	X	MEM	HI

		*			
Kuwait 1 January 1995		PED	X	MPE*	HI
Macao, China 1 January 1995					HI
Malaysia 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Mexico 1 January 1995		PED/ OECD		MEM	HI
Nigeria 1 January 1995		PED	X	MPE*	LI
Oman 9 November 2000		PED	X	MPE	HI
Philippines 1 January 1995		PED	X	MEM	LI
Qatar 13 January 1996		PED	X	MPE*	HI
Saint Kitts and Nevis 21 February 1996		PED	X		HI
Saint Lucia 1 January 1995		PED	X		HI
Saudi Arabia 11 December 2005		PED	X	MPE*	HI
Singapore 1 January 1995	SIDS	PED	X	MEM	HI
Thailand 1 January 1995		PED	X	MEM	MI
Trinidad and Tobago 1 March 1995	SIDS	PED	X	MPE	HI
Turkey 26 March 1995		PED/ OECD		MEM	MI
United Arab Emirates 10 April 1996		PED	X	MPE*	HI
Uruguay 1 January 1995		PED	X		HI
Venezuela (Bolivarian Republic of) 1 January 1995		PED	X	MPE*	HI

Table 6 – Pays en développement de deuxième niveau (41)

PAYS ET DATE D'ADHESION	ONU	PNUD	G77	CNUCED	BANQUE MONDIAL
Belize 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Bolivia 12 September 1995	LLCD	PED	X		MI
Botswana 31 May 1995	LLCD	PED	X		MI
Cameroon 13 December 1995		PED	X		LI
Chinese Taipei 1 January 2002					
Colombia 30 April 1995		PED	X		MI
Costa Rica 1 January 1995		PED	X		MI
Côte d'Ivoire 1 January 1995		PED	X		LI
Cuba 20 April 1995	SIDS	PED	X		MI
Dominica 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Dominican Republic 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI
Ecuador 21 January 1996		PED	X		MI
Egypt 30 June 1995		PED	X		MI
El Salvador 7 May 1995		PED	X		MI
Fiji 14 January 1996	SIDS	PED	X		MI
Ghana 1 January 1995		PED	X		LI
Guatemala 21 July 1995		PED	X		MI
Guyana 1 January 1995	SIDS	PED	X		LI
Honduras 1 January 1995		PED	X		LI
Jamaica 9 March 1995	SIDS	PED	X		MI
Jordan 11 April 2000		PED	X		MI
Kenya 1 January 1995		PED	X		
Mauritius 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Mongolia 29 January 1997	LLCD	PED	X		LI
Morocco 1 January 1995		PED	X		MI
Namibia 1 January 1995		PED	X		MI
Nicaragua 3 September 1995		PED	X		LI

Pakistan 1 January 1995		PED	X		LI
Panama 6 September 1997		PED	X		MI
Papua New Guinea 9 June 1996	SIDS	PED	X		LI
Paraguay 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI
Peru 1 January 1995		PED	X		MI
Saint Vincent & the Grenadines 1 January 1995		PED	X		MI
South Africa 1 January 1995		PED	X		MI
Sri Lanka 1 January 1995		PED	X		LI
Suriname 1 January 1995	SIDS	PED	X		MI
Swaziland 1 January 1995	LLCD	PED	X		MI
Tanzania 1 January 1995		PED	X		
Tunisia 29 March 1995		PED	X		MI
Viet Nam 11 January 2007		PED	X		LI
Zimbabwe 5 March 1995	LLCD	PED	X		LI

Après la présentation des pays que l'on considérera comme en développement, il faut maintenant travailler plus précisément sur les aspects particuliers de ces acteurs du commerce international qui aujourd'hui sont objet de préoccupation de l'OMC, une fois que sa croissance et son importance devant les statistiques du commerce international augmente jour après jour. Le dernier rapport diffuse par l'OMC mentionne cet inquiétude:

« The past year has also further reinforced a major shift in the trading paradigm. Overall, trade growth was strong again in 2005 and the traditional major players like the European Union, Japan and the United States continue to see consistent gains in trading volume. But the real dynamism in trade is to be found in the developing world, where Brazil, China, India, Malaysia, Mexico and Thailand all posted double digit growth in exports. Not only have these emerging markets flexed their growing muscles in the global market place, but Africa too has staked its claim to a bigger share of the pie by posting export growth in excess of 25% in each of the past three years.

[...]

The growing role of developing countries in the WTO dispute settlement process is another indication of how developing countries are participating in the global system. In 2005, developing countries brought 64% of the complaints to the WTO's Dispute Settlement Body, which compares with only 20% in 1997 and just 12% in 1998. Many of the cases brought have been high profile and there is increasing recognition among developing country officials that use of the dispute settlement system can be a highly effective way to enforce their rights. »

RÉFÉRENCES

- BEDJAOUI (M.), **Pour un nouvel ordre économique international**, Paris, PUF, 1978.
- BERGER, P.L., **The Capitalist Revolution**, England, Gower, 1987.
- BERNARD et COLLI, **Dictionnaire économique et financier**, 4e éd, Paris, Éd du Seuil, 1975.
- COLARD-FABREGOULE (C.), **L'essentiel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**, Paris, Gualino, 2002.
- DAILLIER et PELLET (Nguyen Quoc Dinh), **D.I.P.**, 6e ed., 2005.
- FLORY, Maurice. Mondialisation et droit international du développement. **RGDIP** 1997.
- LUFF, D. **Le droit de l'OMC**. Analyse critique. Bruylant: LGDJ. 2004.
- MERLE, M., **Sociologie des relations internationales**, Paris, Dalloz, 1982.
- NAHAVANDI, Firouzeh. **Stigmaté**. Introduction à l'étude des pays dits en voie de développement. Bruxelles, Bruylant, 2001.
- NASSER, Rabih Ali. **A OMC e os países em desenvolvimento**. São Paulo: Aduaneiras, 2003.
- PARK, Y.Duk, UMBRICH, G.C., International trade WTO dispute settlement 1995-2000: a statistical analysis, **Journal of International Economic Law**, 2001, 4 (1).
- PENOUIL, M., **Socio-économie du sous-développement**, Paris, Dalloz, 1979.
- PRAXMARER. Perte, Développement. **On the Sociogenesis**. Political Usage and Theoretical Possibilities of a Concept, Thèse 383, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Université de Genève, 1984
- RIST, G., **Le développement, histoire d'une croyance occidentale**, Paris, Presses de sciences po, 1996.
- TEULON, Frédéric. **Problèmes économiques contemporains**. Les pays en développement. Paris, Hachette, 1999.